

Actuel

Politique d'armement:

Sans exportation, l'industrie ne peut survivre

Elections 2011:

Réélire les membres du estd au Parlement

Régime d'exportation:

Pas d'interdiction globale des exportations vers toute une région

Politique d'armement

Armée et industrie main dans la main

La défense sol-air de la Suisse a fait au cours des dernières années un «saut quantique», auquel les forces aériennes, Armasuisse et l'industrie suisse ont contribué ensemble. Le système «BODLUV Control» récolte un large soutien dans le monde entier. Pour que l'industrie nationale de défense puisse à l'avenir continuer à développer et produire des moyens renforçant la sécurité de la Suisse, elle doit pouvoir recourir à l'exportation.



C'est grâce à la possibilité de pouvoir exporter que l'industrie suisse peut aussi fabriquer des systèmes de défense pour l'armée suisse. Ici, le canon DCA bitube 35 mm 63/90 en engagement sécurisé lors du Forum de Davos en 2011. (Photo: LVb Flab 33)

Depuis quelque trois ans, les forces aériennes suisses ont la possibilité, grâce au système à capteurs BODLUV, d'engager des armes sol-air en complément des moyens air-air, en cas de menaces en dessous du seuil de guerre. C'est par exemple le cas pour la protection de conférences. Lors du Forum économique mondial 2011 de Davos (WEF), des moyens sol-air étaient engagés pour la première fois. En cas de nécessité ultime, le chef du DDPS aurait pu être amené à décider de la suppression d'un avion par la défense contre avions (DCA).

Autrefois, la DCA protégeait en première ligne les infrastructures au sol de la défense aérienne, c'est-à-dire les

aéroports militaires. Aujourd'hui, la DCA couvre en outre toute une partie du spectre de menace qui ne peut pas, ou seulement partiellement, être prise en charge par les avions de combat. Il s'agit par exemple d'intervention dans les vallées alpines, d'engagements proches de la frontière ou en cas de conditions météorologiques particulières. La DCA moderne doit faire face non seulement à la menace d'avions mais aussi d'autres objets volants, tels que projectiles d'artillerie ou missiles de croisière.

Nouveau système et procédure

Le système «BODLUV Control» a été développé conjointement par les forces

Continuation page 2

Editorial



Armée: pas de réduction de l'équipement

Motivé par des considérations de politique financière, le Rapport sur l'armée du Conseil fédéral souffre d'une grande faiblesse: les carences actuelles de l'armée perdureront. Le rapport donne l'image d'une belle armée sur le papier mais insuffisante dans la réalité, ne disposant que d'un équipement lacunaire et restreint. Soldats et officiers continueront ainsi de revenir à la vie civile frustrés par leur service militaire. Le Conseil des Etats cherche maintenant à corriger le tir, en proposant un modèle d'armée cohérent, tant du point de vue des prestations à fournir, que de la taille, de l'équipement et des coûts. Nous sommes certains que le Conseil national se prononcera lui aussi en faveur d'une politique de sécurité crédible.

Il va de soi qu'une armée de 120'000 soldats serait plus performante et endurante qu'une armée de 100'000 soldats. Mais la politique est l'art du possible. Il faut savoir parfois renoncer à ce qui serait souhaitable. C'est pourquoi il est d'autant plus important de ne faire aucune concession en matière d'équipement. Un équipement complet de toutes les unités est impératif. Une réduction des standards et du

Continuation page 2

Continuation Editorial

niveau technologique – comme le Conseil fédéral le préconise pour des raisons d'économie – n'est pas acceptable. Une armée formée de peu de troupes doit disposer du meilleur et du plus moderne des équipements.

Cela n'est pas seulement essentiel pour l'armée elle-même, mais aussi pour l'industrie suisse de sécurité et de techniques de défense. Le Rapport sur la politique de sécurité de 2010 en souligne d'ailleurs l'importance pour la sécurité nationale. L'industrie suisse d'armement ne peut survivre sur le marché international qu'en misant sur la qualité; les prix seuls ne sont pas compétitifs. A terme, l'industrie ne serait plus en mesure de maintenir sa capacité d'innovation et son niveau technologique, si l'armée suisse - son principal client - n'exigeait plus de matériel hautement qualitatif. En renonçant à un haut standard technologique, l'armée suisse donnerait un signal catastrophique à notre industrie nationale.



Sylvie Perrinjaquet, Conseillère nationale, co-présidente du cstd

Le cstd fête 5 ans d'existence

Le Cercle de travail sécurité et techniques de défense (cstd) a été fondé en novembre 2006 et s'engage depuis lors pour des conditions-cadres loyales en faveur de l'industrie suisse de sécurité et de défense. En tant qu'étapes importantes de ces cinq années d'histoire, citons les combats couronnés de succès contre l'initiative du GSsA, contre la révision de la loi fédérale sur le contrôle des biens («Lex Pilatus») et l'acceptation d'un postulat de la coprésidence du cstd chargeant le Conseil fédéral d'indiquer comment peut être éliminée la discrimination dont souffre l'industrie suisse face à la concurrence européenne. Plus d'une cinquantaine de personnalités issues de la politique, de l'économie et de la société civile font partie du cstd.

Continuation article 1^{er} page

aériennes, la centrale d'acquisition Armasuisse et le fabricant suisse Rheinmetall Air Defence AG (autrefois Oerlikon Contraves AG). Les deux composants principaux sont le système de direction des feux Skyguard et le canon bitube antiaérien de 35 mm. Pour les besoins d'un engagement sécuritaire subsidiaire comme celui du WEF, les appareils de direction des feux devaient être encore développés. Désormais, ils permettent de visualiser à la centrale d'engagement non seulement les signaux radar mais aussi les images vidéo et infrarouges, en temps réel. Pour les officiers d'engagement, c'est un véritable «saut quantique». Ils peuvent maintenant voir en direct qui et ce qui se déplace dans la zone d'interdiction de vol. Parallèlement aux nouveaux composants techniques, il s'agit également de mettre en place de nouvelles procédures permettant de prendre une décision au plus haut niveau, c'est-à-dire par le chef du DDPS, dans un laps de temps de réaction plus court qu'auparavant. Le développement et l'introduction du système «BODLUV Control» ont donné à la Suisse une notoriété internationale en la matière.

L'industrie d'armement est une composante de la politique de sécurité

On oublie aujourd'hui fréquemment que l'industrie suisse est encore capable de développer et de construire des systèmes de sécurité autonomes et modernes. L'importance de la base industrielle pour notre sécurité nationale est d'ailleurs soulignée dans le Rapport de politique de sécurité 2010 du Conseil fédéral. Certes, une totale indépendance face à l'étranger en matière de technologie d'armement n'est pour la Suisse ni réaliste ni raisonnable. Les fournitures destinées à l'armée en termes d'équipement, d'armement et de maintenance technique sont liées au choix libre et démocratique, toujours réaffirmé, d'une Suisse indépendante. Même sans autarcie, une industrie nationale de défense compétitive renforce la sécurité du pays; et cela notamment

pour trois raisons: 1. la dépendance face aux autres Etats et aux entreprises étrangères diminue en cas de crise; 2. la marge de manœuvre de la Suisse augmente lorsque, à un certain degré, la dépendance unilatérale est remplacée par des interdépendances; 3. la maintenance et la poursuite du développement de systèmes modernes déjà en place requièrent un savoir-faire high-tech. Cette capacité technologique, l'industrie suisse de défense en dispose aujourd'hui; elle est d'ailleurs transférée dans de nombreux produits civils.

Sans exportation, l'industrie ne survivrait pas

Afin que l'industrie suisse puisse à l'avenir continuer à fournir de telles prestations, propices à la sécurité du pays, elle doit pouvoir recourir à l'exportation. Le marché intérieur seul est beaucoup trop petit pour assurer sa survie. Sans accès au marché international, les entreprises suisses ne pourraient pas couvrir leurs coûts de production et les coûts à l'unité seraient beaucoup trop élevés. C'est pourquoi l'industrie suisse de défense doit nécessairement se tourner vers des débouchés à l'étranger, par un accès contrôlé. Les exportations d'armes sont soumises en Suisse à des dispositions légales très strictes (loi fédérale sur le matériel de guerre et loi fédérale sur le contrôle des biens). Chaque demande d'exportation est examinée selon des critères clairs. L'industrie suisse soutient et applique de manière conséquente ce régime d'exportation, parce que les conditions-cadres sont certes restrictives mais aussi loyales et prévisibles. Le Cercle de travail sécurité et techniques de défense (cstd) s'engage, depuis sa création en 2006, en faveur de conditions-cadres qui permettent à l'industrie suisse de défense d'être économiquement viable en Suisse. Cela comprend notamment l'égalité des chances face à la concurrence européenne.

Elections fédérales du 23 octobre 2011

Réélire les membres du cstd au Parlement

Les membres du Cercle de travail sécurité et techniques de défense (cstd) se sont fortement engagés au cours des quatre années écoulées en faveur des demandes du cstd, à savoir:

- Pour une industrie suisse de défense compétitive; pilier d'une politique de sécurité indépendante et crédible.
- Pour des milliers de places de travail, la compétence technologique d'une branche innovante et d'entreprises sous-traitantes, dans tous les cantons.
- Pour l'égalité des chances en matière de législation sur les exportations, en comparaison avec la concurrence européenne.

Les membres du cstd suivants se représentent le 23 octobre 2011 au Conseil national, respectivement au Conseil des Etats, et méritent votre soutien:



Conseiller aux Etats
Hans Altherr
(PLR, AR)



Conseiller national
Jakob Büchler
(PDC, SG)



Conseillère nationale
Corina Eichenberger
(PLR, AG)



Conseiller aux Etats
Jean-René Fournier
(PDC, VS)



Conseiller aux Etats
Bruno Frick
(PDC, SZ)



Conseillère nationale
Brigitte Häberli-Koller*
(PDC, TG)



Conseillère nationale
Ida Glanzmann-Hunkeler
(PDC, LU)



Conseillère nationale
Ursula Haller
(PBD, BE)



Conseiller aux Etats
Hans Hess
(PLR, OW)



Conseillère nationale
Gabi Huber
(PLR, UR)



Conseiller national
Thomas Hurter
(UDC, SH)



Conseiller national
Markus Hutter
(PLR, ZH)



Conseiller aux Etats
Alex Kuprecht
(UDC, SZ)



Conseiller aux Etats
Filippo Lombardi
(PDC, TI)



Conseiller national
Peter Malama
(PLR, BS)



Conseiller national
Christian Miesch
(UDC, BL)



Conseiller national
Walter Müller
(PLR, SG)



Conseiller aux Etats
Paul Niederberger
(PDC, NW)



Conseiller national
Guy Parmelin*
(UDC, VD)



Conseillère nationale
Sylvie Perrinjaquet
(PLR, NE)



Conseiller national
Jean-François Rime*
(UDC, FR)



Conseiller national
Ulrich Schlüer
(UDC, ZH)



Conseiller national
Pius Segmüller
(PDC, LU)



Conseiller national
Luzi Stamm
(UDC, AG)



Conseiller national
Christian Wasserfallen*
(PLR, BE)



Hans-Ulrich Bigler
(PLR, ZH)
nouveau

Nous remercions vivement les membres du cstd qui ne se représentent pas, pour leur engagement en faveur de la population suisse, et leur adressons nos meilleurs vœux pour le futur:

Conseiller national J. Alexander Baumann (UDC, TG), Conseiller aux Etats Peter Briner (PLR, SH), Conseillère nationale Martine Brunschwig Graf (PLR, GE), Conseiller aux Etats Hermann Bürgi (UDC, TG), Conseiller aux Etats Rolf Büttiker (PLR, SO), Conseiller national Edî Engelberger (PLR, NW), Conseiller national Charles Favre (PLR, VD), Conseiller national Werner Messmer (PLR, TG), Conseiller aux Etats Philipp Stähelin (PDC, TG).

* sont également candidats au Conseil des Etats

Régime d'exportation

Pas d'interdiction d'exportation pour toute une région

Le 29 novembre 2009, le peuple suisse a clairement rejeté l'initiative du GSsA pour l'interdiction des exportations de matériel de guerre. Il a ainsi soutenu la législation actuelle sur les exportations. Malgré cela, les perdants de la votation renouvellent sans cesse dans la presse et par le biais d'interventions parlementaires leurs exigences d'interdiction d'exportation. Actuellement, ils focalisent leur action contre les exportations vers la région arabe.

Que les demandes d'exportation à destination de cette région soient examinées avec soin par les autorités suisses, cela va de soi et le cstd salue cette démarche. En revanche, la suspension globale des exportations de techniques de défense dans certains Etats ou toute une région serait totalement disproportionnée et par-là inacceptable. Le cas révélé de transmission abusive de munition suisse à la Libye ne justifie pas de renforcer la législation ou la

pratique des autorisations. Ce serait de facto punir les mauvaises entités, en l'occurrence les entreprises suisses high-tech qui ont correctement appliqué la loi.

Le cstd demande au Conseil fédéral de rester fidèle à sa politique et de continuer à l'avenir de décider individuellement de chaque demande d'exportation, en fonction des cas, c'est-à-dire selon la spécificité des pays et du matériel.

Le Cercle de travail sécurité et techniques de défense (cstd)

Nos objectifs

Les membres du cercle de travail ont pour objectif une politique de sécurité réaliste adaptée aux risques et aux chances aujourd'hui. Ils s'engagent pour que la politique suisse de sécurité assure les ressources requises aussi bien en matériel, qu'en personnel et en technologie pour sa mise en application.

Le souci premier des membres est notamment de conserver une base industrielle et technologique permettant la maîtrise matérielle et technologique des défis futurs en matière de politique de sécurité.

Le groupe de travail et ses membres veulent notamment:

- contribuer par un travail d'information adapté à ancrer dans la conscience de la société et la conscience politique l'importance économique et politique d'une industrie nationale de la défense comme partie intégrante de la base de l'industrie suisse.
- convaincre la politique suisse à conserver une capacité industrielle suffisante en Suisse de manière à maintenir les conditions générales propres à poursuivre une saine gestion des entreprises partenaires du domaine de la technique de la défense.
- s'engager en faveur de conditions-cadres légales propres à permettre la survie de l'industrie suisse de la défense que celle-ci relève du domaine public ou du domaine privé.

Nos prestations

Le cercle de travail et ses membres poursuivent ces objectifs en se livrant à un travail d'information sous les formes suivantes:

- Etudes, contributions techniques, publicités et prises de position
- Conférences, manifestations d'information, interviews et contributions à des entretiens.

Notre financement

Le cercle de travail sécurité et techniques de défense assure son financement par des contributions de donateurs, des dons ou des legs. Merci de votre soutien.

Nos publications Vous les trouvez sous:
www.cstd.ch

Rédaction: Secrétariat du cstd

Vous pouvez nous joindre:
Cercle de travail sécurité et techniques de défense (cstd), CP 65, 8024 Zurich
Internet: www.cstd.ch,
E-mail: info@asuw.ch
Téléphone: 044 266 67 46 ou Fax: 044 266 67 00

Notre présidence

Sylvie Perrinjaquet, Conseillère nationale PLR, NE
Bruno Frick, Conseiller aux Etats PDC, SZ

Nos membres

Hans Altherr, Conseiller aux Etats PLR, AR
J. Alexander Baumann, Conseiller national UDC, TG
Roland Beck, Rédacteur en chef ASMZ
Stephan Bieri, Ancien président du Conseil des EPF
Hans-Ulrich Bigler, Directeur de l'Union suisse des arts et métiers (USAM)
Markus Blass, Président de la SSOART
Peter Briner, Conseiller aux Etats PLR, SH
Martine Brunschwig Graf, Conseillère nationale PLR, GE
Jakob Büchler, Conseiller national PDC, SG
Rolf Büttiker, Conseiller aux Etats PLR, SO
Hermann Bürgi, Conseiller aux Etats UDC, TG
Hervé De Weck, Rédacteur en chef de la RMS à la retraite
Peter Dietrich, Directeur Swissmem
Josef Dittli, Conseiller d'Etat PLR, UR
Corina Eichenberger, Conseillère nationale PLR, AG
Edi Engelberger, Conseiller national PLR, NW
Charles Favre, Conseiller national PLR, VD

Peter Forster, Rédacteur en chef du Schweizer Soldat
Jean-René Fournier, Conseiller aux Etats PDC, VS
Bruno Frick, Conseiller aux Etats PDC, SZ
Ida Glanzmann-Hunkeler, Conseillère nationale PDC, LU
Ursula Haller, Conseillère nationale PBD, BE
Ernst Hasler, Ancien Conseiller d'Etat
Brigitte Häberli-Koller, Conseillère nationale PDC, TG
Hans Hess, Conseiller aux Etats PLR, OW
Stefan Holenstein, KOG ZH
Gabi Huber, Conseillère nationale PLR, UR
Thomas Hurter, Conseiller national UDC, SH
Markus Hutter, Conseiller national PLR, ZH
Robert Keller, Ancien Conseiller national UDC, ZH
Alex Kuprecht, Conseiller aux Etats, UDC, SZ
Daniel Lättsch, Directeur ACAMIL
Arthur Liener, Chef d'état-major général à la retraite
Filippo Lombardi, Conseiller aux Etats PDC, TI
Peter Malama, Conseiller national PLR, BS
Alfred Markwalder, Ancien directeur général de l'armement
Werner Messmer, Conseiller national PLR, TG
Christian Miesch, Conseiller national UDC, BL
Walter Müller, Conseiller national PLR, SG
Paul Niederberger, Conseiller aux Etats, PDC, NW
Guy Parmelin, Conseiller national UDC, VD
Sylvie Perrinjaquet, Conseillère nationale PLR, NE
Urs Ramseier, Président de la Société Suisse Technique et Armée (STA)
Stéphane Rezzo, Industriel
Urs Rinderknecht, Association de politique de sécurité et de techniques de défense (VSWW)
Jean-François Rime, Conseiller national UDC, FR
Ulrich Schlüer, Conseiller national UDC, ZH
Carlo Schmid-Sutter, Ancien Conseiller aux Etats PDC, AI
Pius Segmüller, Conseiller national PDC, LU
Luzi Stamm, Conseiller national UDC, AG
Philipp Stähelin, Conseiller aux Etats PDC, TG
Christian Wasserfallen, Conseiller national PLR, BE